

Sidération et défaitisme face au réchauffement

Plusieurs indicateurs montrent un recul de l'inquiétude des Français devant le changement climatique

Un sujet évacué en à peine plus d'une minute, rien sur les impacts du réchauffement, des attaques contre les agences environnementales de l'Etat... La déclaration de politique générale du premier ministre, François Bayrou, mardi 14 janvier, ignorant largement l'urgence climatique, raconte-t-elle quelque chose de l'état d'esprit du pays à propos du « défi du siècle », selon l'expression d'Emmanuel Macron? Assiste-t-on à une progression de l'« indifférence climatique » en France? C'est la question posée, mercredi 15 janvier, lors d'un séminaire, par la Fondation Jean Jaurès, un think tank proche de la gauche.

Des indicateurs montrent une baisse de l'inquiétude des Français face au changement climatique depuis 2022. Selon l'enquête Obs'COP pour EDF, menée par Ipsos dans 30 pays et publiée en novembre 2024, le changement climatique occupe certes une place importante parmi les sujets de préoccupation en France, en se classant quatrième. Mais les sondés se disant « très préoccupés » sont passés de 35 % à 29 % entre 2022 et 2024, en retrait de la moyenne mondiale (40 %). « Cela interroge, note Didier Witkowski, directeur des études d'EDF. Notre hypothèse est que l'on est dans une phase d'accoutumance ou de relativisation compte tenu des tensions géopolitiques et de l'enjeu du pouvoir d'achat, très structurant. »

Catastrophes vite oubliées

Les répondants qui donnent la priorité à l'environnement face à la croissance économique ont aussi reculé de 7 points depuis 2019, même s'ils restent majoritaires. « Cette priorité environnementale polarise désormais l'opinion aussi fortement qu'aux Etats-Unis, avec plus de sympathisants de gauche qui la soutiennent. A droite, la question environnementale crisper beaucoup », indique M. Witkowski.

Alors que le climatoscepticisme a tendance à augmenter (pour atteindre un tiers des sondés), les conséquences du changement climatique restent perçues comme majoritairement négatives, mais ce résultat est en légère baisse. La population oublie rapidement les catastrophes. « Plusieurs indica-



« Parler d'environnement est devenu coûteux politiquement »

THÉODORE TALLENT
expert associé
à la Fondation Jean Jaurès

teurs vont dans le sens d'une certaine démotivation du public, et on observe une forte progression de l'idée que les désordres climatiques sont des phénomènes naturels », confirme Daniel Boy, directeur de recherche émérite au Centre de recherches politiques de Sciences Po et auteur du baromètre de l'Ademe sur le climat, publié en octobre.

Cette tendance interroge aussi une grande partie des associations qui avaient accompagné les marches pour le climat en 2019, dernier grand moment de mobilisation globale autour de cette thé-

matique. « Nous sommes dans une situation paradoxale où le dérèglement climatique n'a jamais été aussi évident mais où il n'a jamais été aussi difficile de mobiliser, estime Jon Palais, militant du collectif Alternatiba. Je perçois à la fois une sidération et une forme de défaitisme au pire moment. Oui, nous n'avons pas réussi collectivement à empêcher le réchauffement, mais il reste un immense enjeu, celui de l'ampleur. Car se prendre un platane à 30 kilomètres-heure ou à 130 kilomètres-heure, ce n'est pas la même chose. »

La préoccupation environnementale n'est toutefois pas retombée au niveau d'avant 2019. « L'impératif environnemental a franchi un palier, et ne peut pas être laissé de côté », note Didier Witkowski, qui juge que l'on ne peut « pas parler de marginalisation ou de rétraction ». Ni d'impopularité, ajoute Eva Morel, secrétaire générale de l'association QuotaClimat. « Il n'y a pas de tendance naturelle des Français à moins se préoccuper de

l'environnement. Ce sont les conséquences d'un backlash [« contre-coup »] très fort contre l'écologie, instrumentalisé par certaines élites politiques, notamment d'extrême droite, et certains secteurs économiques », estime-t-elle.

« Changer de discours »

Et les attaques des partis populistes contre l'écologie ne se voient pas contrées à gauche, en France ou en Europe, estime Théodore Tallent, expert associé à la Fondation Jean Jaurès et docteur au Centre d'études européennes et de politique comparée à Sciences Po. « Parler d'environnement est devenu coûteux politiquement », observe-t-il. A Milan, l'instauration de zones à faibles émissions a, par exemple, accru les votes pour l'extrême droite en 2019.

Le personnel politique est donc devenu soit de plus en plus mutique sur la question écologique en mettant sur pause les avancées du Green Deal européen, soit s'est mis à dénoncer les « contraintes »

écologiques pour mieux récupérer les colères, comme lors de la crise agricole de début 2024. De quoi aggraver le recul dans l'opinion. « Même s'ils suscitent une grande défiance, les politiques, en mettant l'accent sur un sujet, génèrent au minimum de la préoccupation, et une grande partie des citoyens se dit que c'est un sujet important », résume Thierry Pech, directeur général de la fondation Terra Nova.

Qui doit agir contre le changement climatique? Si les citoyens demandent en priorité à l'Etat de mener des politiques de lutte contre l'effet de serre, ils sembleraient moins disposés à modifier leur mode de vie qu'auparavant. Dans l'enquête Obs'COP, 51 % des sondés se prononçaient en faveur de ce dernier levier en 2024, en recul de 13 points en six ans – le baromètre de l'Ademe montre, lui, une légère progression. A l'inverse, l'alternative qui consiste à parier sur le progrès scientifique et technologique a progressé de

Les Français rejettent « massivement » les politiques climatiques qui impliqueraient de nouvelles taxes

10 points, pour atteindre 26 %. Les efforts des Français pour réduire leur empreinte carbone « baissent depuis deux ans », assure Didier Witkowski. Ils rejettent « massivement » les politiques climatiques qui impliqueraient de nouvelles taxes « venant contraindre encore plus leur pouvoir d'achat ».

Parmi les principaux points de crispation, l'interdiction de la vente des voitures thermiques en 2035 est de moins en moins acceptée (34 % d'acceptabilité, 7 points de moins en quatre ans), à l'image de l'ensemble des pays européens, et l'opposition est forte aux véhicules électriques.

« L'opposition à certaines politiques écologiques ne signifie pas un rejet de la transition écologique, prévient Théodore Tallent. Les gens sont en demande d'écologie, mais elle doit être disponible et accessible. » A condition de ne pas être centrées sur les taxes, les politiques environnementales sont « largement soutenues par les Français », à l'image du développement du transport ferroviaire ou de la réduction de 50 % du recours aux pesticides, complète Lucas Francou Damesin de Parlons climat, dévoilant une étude de l'association à paraître en février.

Rassembler autour de la transition écologique implique de « changer de discours », ajoute encore Théodore Tallent. Cela va de l'évocation de « sujets concrets de la vie des gens » à la « reconnaissance des actions déjà menées ». L'acceptation des politiques environnementales est aussi accrue quand elles s'accompagnent de compensations économiques pour les plus modestes, d'une redistribution des bénéfices au niveau local, et lorsqu'elles sont conçues avec les citoyens. ■

AUDREY GARRIC
ET MATTHIEU GOAR

Espérance de vie et espérance de vie en bonne santé, l'écart se creuse

La différence entre la quantité d'années vécues et leur qualité a augmenté de 9,6 ans dans 183 pays du monde depuis l'an 2000

L'humanité vit globalement de plus en plus longtemps, mais vit-elle ces années supplémentaires en bonne santé? Grâce à des indicateurs comme l'espérance de vie ajustée sur la santé ou l'espérance de vie sans incapacité, les chercheurs tentent de mesurer l'écart entre la quantité d'années vécues et leur qualité. Ces vingt dernières années, cet écart a augmenté de 9,6 ans dans 183 pays du monde, selon une étude publiée en décembre dans le *Journal of the American Medical Association*. Autrement dit, au niveau mondial, l'espérance de vie (72,5 ans) dépasse de 9,6 ans l'espérance de vie ajustée sur la santé (63,3 ans). Une tendance plus forte chez les femmes que chez les hommes, avec un écart supérieur de 2,4 ans, associé à un fardeau beaucoup plus important, chez celles-ci, des maladies non transmissibles, dites aussi « chroniques ».

« Alors que l'allongement de l'espérance de vie est une aspiration traditionnelle de l'humanité, le bond en avant de la longévité a été

réalisé sans une augmentation équivalente de la durée de vie sans maladie, souligne Andre Terzic, directeur du Centre de médecine régénérative de la Mayo Clinic de Rochester (Minnesota), coauteur de l'étude avec Armin Garmany. Cet écart entre la durée de vie et la durée de la santé est le reflet de l'amélioration de la survie aux maladies aiguës, qui se traduit par un plus grand nombre de personnes atteintes de maladies chroniques. » Un paradoxe qui est une conséquence involontaire de l'amélioration des soins de santé.

Objectiver la qualité de vie

Parmi les 183 pays membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) étudiés, un en particulier se détache: les Etats-Unis, où l'écart moyen entre l'espérance de vie et celle en bonne santé est passé de 10,9 à 12,4 ans au cours des deux dernières décennies, soit un écart supérieur de 29 % à la moyenne mondiale. Alors que l'espérance de vie est passée de 79,2 à 80,7 ans chez les femmes et de 74,1 à 76,3 ans chez les hommes sur

cette période, l'espérance de vie ajustée sur la santé est restée inchangée chez les femmes et a augmenté de seulement 0,6 an chez les hommes. Pour les auteurs, les raisons sont à aller chercher dans le poids très fort des troubles mentaux et ceux liés à la consommation de substances, ainsi que des maladies musculosquelettiques.

En France, où l'espérance de vie se stabilise en 2024 à un niveau historiquement élevé de 85,6 ans pour les femmes et 80 ans pour les hommes, selon les données de l'Insee publiées mardi, l'écart entre l'espérance de vie et celle en santé est de 10,38 ans, avec, là aussi, un fardeau plus lourd pour les femmes que pour les hommes (+ 3,33 ans).

L'espérance de vie ajustée sur la santé se base sur les données de l'OMS et est calculée en combinant des données collectées dans chaque pays sur la prévalence des maladies, qui sont ensuite pondérées en fonction du degré supposé d'incapacité associée. Cet indicateur permet des comparaisons internationales, mais com-

porte plusieurs limites, notamment la collecte de ces informations, qui n'existent pas avec le même degré de précision dans tous les pays. Il pose aussi la question de l'interprétation qu'on peut en faire, sans savoir dans quel contexte de prise en charge ces maladies sont vécues.

C'est pourquoi, au niveau national, des chercheurs privilégient un autre indicateur: l'espérance de vie sans incapacité, aussi appelée espérance de vie en bonne santé. Il se base, lui, sur des enquêtes de santé, dans lesquelles il est directement demandé aux personnes interrogées si elles sont limitées dans leurs activités depuis au moins six mois par des maladies.

« Quand on interroge sur l'incapacité plutôt que sur les maladies, on objective directement la qualité de vie, y compris parmi les personnes qui ont des maladies, selon que celles-ci les gênent ou non dans leurs activités », explique Emmanuelle Cambois, directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques.

Malgré le caractère subjectif de cette notion – qui existe dans de nombreuses données de santé –, l'espérance de vie sans incapacité est en réalité très prédictive, notamment de la mortalité ou de la consommation de médicaments, assure la démographe. « Ces indicateurs tiennent compte de la qualité de vie et pas seulement de la quantité d'années vécues », souligne Emmanuelle Cambois, qui précise qu'il vaut mieux s'intéresser aux évolutions dans le temps de ces indicateurs et aux différences dans chaque pays qu'à leur valeur absolue, compte tenu des possibles différences dans les enquêtes d'un pays à l'autre.

Disparités femmes-hommes

En France, depuis 2008, l'espérance de vie sans incapacité à 65 ans a crû plus vite que l'espérance de vie. En 2023, les hommes de 65 ans peuvent espérer vivre 10,5 ans sans incapacité et les femmes 12 ans, selon des données publiées par la Drees le 31 décembre. « Parmi les années restant à vivre à 65 ans, la part de celles qui seront

vécues sans incapacité croît: elle est passée, entre 2008 et 2023, de 44,7 % à 50,8 % pour les femmes, et de 47,7 % à 52,9 % pour les hommes », écrit Thomas Deroyon, l'auteur de la publication.

« C'est une bonne nouvelle à l'échelle de la population, mais il ne faut pas cacher les disparités, nuance Emmanuelle Cambois. Les femmes passent plus de temps dans cette vie plus longue avec des incapacités, elles sont davantage exposées à des maladies peu mortelles, mais très invalidantes. »

Ses travaux antérieurs ont également montré que des écarts importants d'espérance de vie pouvaient se doubler d'écarts entre catégories socioprofessionnelles, chez les ouvriers, notamment, qui vivent moins longtemps que les cadres, avec plus d'années vécues avec des incapacités. « Ils sont notamment davantage exposés à des pénibilités au travail et à des difficultés économiques, sources de pathologies, avec en moyenne un moindre accès aux soins », précise la chercheuse. ■

DELPHINE ROUCAUTE